Cahiers de la Méditerranée

89 | 2014
Recompositions géopolitiques en Méditerranée : un défi pour les *Mediterranean Studies*

Le printemps arabe, révélateur des enjeux de l'objet Méditerranée pour la rive nord

Jean-Pierre Darnis

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/cdlm/7696
ISSN : 1773-0201

Éditeur
Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée
Date de publication : 1 décembre 2014
Pagination : 69-78
ISBN : 978-2-914-561-70-9
ISSN : 0395-9317

Référence électronique
Jean-Pierre Darnis, « Le printemps arabe, révélateur des enjeux de l'objet Méditerranée pour la rive nord », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 89 | 2014, mis en ligne le 01 juin 2015, consulté le 08 septembre 2020. URL : http://journals.openedition.org/cdlm/7696

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Le printemps arabe, révélateur des enjeux de l'objet Méditerranée pour la rive nord

Jean-Pierre Darnis

Le concept de Méditerranée au nord : des sœurs latines au processus de Barcelone

1 Souvent, le concept de Méditerranée apparaît comme galvaudé. Il ne s'agit pas ici de contester la science des géographes et les analyses de l'espace méditerranéen[1]. C'est sur le versant politique, historique et culturel que l'usage de la notion tend à inclure les pays de la rive nord, membres de l'Union européenne, et les pays de la rive sud dans un concept unique. L'histoire donne souvent lieu à interprétation en ce sens. Suivant ce filon, que l'on pourrait qualifier de braudélien, on peut faire le constat d'une mer comme lieu de communication privilégié, véritable trait d'union[2]. Face à cette lecture historique, une réflexion s'impose sur l'espace-temps dans la mer. La mer a longtemps représenté un espace de communication plus efficace que les routes terrestres. Elle pouvait donc également représenter un lieu d'échange privilégié. Cette dimension est devenue caduque depuis le développement des réseaux terrestres modernes (routes, autoroutes, réseaux ferroviaires) mais aussi du maillage aérien qui fait fi de la géographie. Il est donc paradoxal de constater les évolutions relatives à la continuité territoriale. D'un autre côté, l'Europe illustre, depuis les années 1950, un exemple d'intégration unique, un véritable accélérateur de l'histoire, même si nous tendons à percevoir ses lenteurs plus que ses progrès. Ainsi nous avons un panorama dans lequel c'est l'intégration de la rive nord qui prime depuis la seconde guerre mondiale. Mais la dimension d'inclusion entre les deux rives, d'une Méditerranée unie ou qui pourrait l'être, constitue une proposition récurrente qui se trouve à la base de notre réflexion.

2 Je voudrais puiser quelques éléments dans l'actualité la plus récente. Le 23 octobre 2013 a été organisée à Barcelone une réunion du Forum économique de l'Ouest de la

Méditerranée (dialogue 5+5) par le secrétariat de l'Union pour la Méditerranée[3]. Ce forum a été organisé en suivant une décision des gouvernements d'Algérie, de France, d'Italie, de Libye, de Malte, de Mauritanie, du Maroc, du Portugal, d'Espagne et de Tunisie.

3 Parmi ces pays, il faut relever le rôle moteur que jouent les diplomaties française et espagnole pour promouvoir cette vision d'association des pays de la Méditerranée occidentale. Cette actualité nous rappelle que le processus lancé il y a deux décennies (Déclaration de Barcelone en novembre 1995 puis Processus de Barcelone – Partenariat euro-méditerranéen, puis Union pour la Méditerranée, inclusion du Partenariat euro-méditerranéen dans la PEV, la Politique européenne de voisinage) n'est pas mort, ou plutôt ne s'est jamais arrêté[4]. Déjà en 1973 avait été lancé le dialogue euro-arabe, et entre 1990 et 1991 avait été annoncée l'initiative de CSCM, Conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée (4+5, arc latin + UMA)[5]. La question est de savoir si la continuité institutionnelle a un sens, au moins d'un point de vue fonctionnaliste, ou bien si nous sommes face à un zombie politique, un mort-vivant qui continue à marcher. C'est pour cette raison qu'il convient de s'interroger sur le concept de Méditerranée politique, et sur son utilisation.

4 La Méditerranée est souvent invoquée comme un « tout », un ensemble qui unirait les rives nord et sud. Nous reviendrons sur certaines différences dans ce processus de définition. Le premier aspect, criant, est que cette inclusion fait fi des différences profondes entre ces deux ensembles de pays : d'un côté la rive nord, politiquement et économiquement intégrée dans l'Union européenne (UE), de l'autre une série de nations dont les niveaux de développement sont à la fois relativement faibles et disparates, souvent caractérisées par de fortes tensions politiques et sociales internes. De plus, les questions de rivalités entre les différentes nations ont depuis toujours fait peser d'énormes doutes à propos de la vision de collaboration « partenariat euro-méditerranéen »[6].

5 La proximité géographique et l'interdépendance entre les deux rives sont souvent évoquées comme fondements de cette vision. La mer est souvent décrite comme un élément liant, mais il ne faut pas oublier qu'elle opère une césure autrement plus efficace que les frontières terrestres. La question de la césure est au centre de l'application de la Politique européenne de voisinage à la zone méditerranéenne[7]. Au-delà des différents commentaires techniques sur la PEV et sa mise en œuvre, il faut relever que cette politique de l'Union européenne se projette vers la zone méditerranéenne mais traite les pays de façon bilatérale en mettant en place des « plans d'actions » pays par pays. On pourra douter de l'efficacité de ces mesures qui seraient « tout sauf les institutions » et dont un des principaux objectifs devrait être la libéralisation des échanges. Mais il y a ici une approche plus pragmatique qui ne s'embarrasse qu'*a posteriori* de la politique méditerranéenne. La PEV a embarqué « en chemin » l'Union pour la Méditerranée, dans une synergie qui est d'autant plus facile que cette Union reste plutôt une coquille vide[8].

6 Avant d'examiner de façon critique les rapports nord/sud, et donc la politique « méditerranéenne » entre les deux rives, concentrons-nous d'abord sur la vision du nord en insistant sur les exemples français et italiens.

France, Italie, deux approches différentes de la Méditerranée

7 Aussi bien dans le processus de CSCM, que dans le très récent « forum » tenu à Barcelone, nous trouvons la revendication d'une communauté d'intérêt entre les pays européens et méditerranéens. Parfois surnommés « arc latin », l'Italie, la France, l'Espagne et le Portugal sont associés au sein de cette vision. Bien sûr, les précédents historiques sont forts : c'est la thématique des « sœurs latines » qui a fait les beaux jours des relations franco-italiennes au début du XX^e^ siècle[9]. Mais il faut dès le départ relativiser et critiquer cette vision. Déjà, dans le cadre franco-italien, les « sœurs latines » étaient promues par les milieux intellectuels français dans une vision qui entendait renforcer l'alliance avec l'Italie face à l'Allemagne. Côté italien, la recherche d'alliances était à l'ordre du jour et on trouvait donc des partisans de l'alliance avec la France qui s'exprimaient au travers de la thématique des sœurs latines, comme Gaetano Salvemini[10]. Cette évocation d'un cours privilégié entre les « nations latines » sera reprise par de Gaulle lorsqu'il mettra en avant le passé commun entre la France et l'Italie[11], une tendance que l'on pourra observer jusque chez Mitterrand[12]. Bien sûr, à chaque moment de l'histoire, la relation avec l'Allemagne s'inscrit en creux de ces exaltations. La vision « latine » entend contrebalancer le poids de l'Allemagne, une idée que l'on retrouve en 2014 lorsque des synergies potentielles sont évoquées entre les gouvernements Valls et Renzi pour constituer un front commun face à l'Allemagne[13]. Dans le contexte contemporain, celui de l'après seconde guerre mondiale et de l'intégration européenne, l'adjectif méditerranéen va souvent servir à reprendre cette vision. Alors que pour des pays comme l'Italie, et plus tard l'Espagne ou le Portugal, c'est l'ancrage européen qui prime (l'appartenance à l'Europe synonyme de modernité et de progrès), la France continue à utiliser un clivage « méditerranéen » qui obéit à la fois à sa vision culturelle mais aussi à des considérations géopolitiques internes à l'Europe[14]. Il y a donc une transposition entre la thématique « latine » et celle « méditerranéenne » avec également une dynamique d'européanisation de la politique méditerranéenne de la France[15]. La vision culturelle évoque souvent l'Antiquité romaine et parfois la Renaissance pour revendiquer des « racines communes ». La vision géopolitique est celle qui cherche à contrebalancer le poids croissant de l'Allemagne en Europe. On trouve déjà cette vision dans la présidence Mitterrand lorsqu'au début des années 1980 seront institués des sommets bilatéraux avec l'Italie puis avec l'Espagne dans le but, hasardeux, de créer un axe méditerranéen alternatif au rapport franco-allemand[16]. Cette idée reviendra ensuite en force après l'unification de l'Allemagne et l'intégration dans l'UE des anciens pays de l'Europe de l'Est, qui est perçue comme par Paris comme un déplacement du barycentre de l'Europe vers Berlin.

8 L'utilisation de la catégorie « méditerranéenne » par la France en Europe correspond donc à cet ensemble de perceptions. Certes, l'Italie, l'Espagne ou le Portugal ne rejettent jamais le dialogue avec la France, valorisant, et se prêtent donc à cet exercice qui peut également produire des effets d'aubaines en termes de financements européens. Mais ils ne promeuvent pas le même discours puisque pour eux c'est l'appartenance à l'Europe qui prime. Je voudrais ici rappeler l'action de Giorgio La Malfa et des républicains italiens qui associent l'Europe à la modernité[17].

9 Mais pour comprendre le succès de la thématique « méditerranéenne » en France, il faut également évoquer le passé colonial. L'inauguration en 2012 sur la promenade des

Anglais, à Nice, d'une œuvre commémorative dédiée à tous les « Français de l'autre rive » vient rappeler la prégnance du passé colonial français et l'influence que ces représentations ont pu avoir, et ont encore, sur les projets politiques[18]. Et, ici encore, c'est la « rive » et donc la Méditerranée qui est évoquée, version euphémisée de projets politiques qui ont sombré avec l'histoire (l'Algérie française). La constance des velléités méditerranéennes de la France peut donc apparaître comme un exutoire pour refaire l'histoire et proposer une version moderne d'une communauté synonyme d'échec politique (la guerre d'Algérie) et d'une série de plaies individuelles et collectives jamais complètement cicatrisées[19].

10 À ces considérations relatives à la perception de l'histoire, il faut également ajouter l'importance que jouent les Français issus de l'immigration de la rive sud. Le dimanche 6 mai 2007 le président Nicolas Sarkozy, à peine élu, tient un meeting à Paris, place de la Concorde, dans lequel il annonce sa volonté de promouvoir une « Union méditerranéenne », une union entre les pays riverains de la Méditerranée : il est saisissant de constater comment cette thématique fait à nouveau surface lors d'un discours post-électoral[20]. À l'évidence, ce thème constitue un marqueur que le candidat Sarkozy considère comme porteur. Le discours prononcé à Toulon le 7 février 2007 apparaît à cet égard révélateur et fondateur, car il affirme avec force cette vision culturaliste d'une unité de la Méditerranée et associe Méditerranée, France et Europe :

> Il faut dire les choses comme elles sont : en tournant le dos à la Méditerranée, l'Europe et la France ont cru tourner le dos au passé. Elles ont en fait tourné le dos à leur avenir. Car l'avenir de l'Europe est au sud[21].

11 Nous pouvons dès lors faire l'hypothèse d'une proposition qui suscite l'adhésion d'un double électorat : les nostalgiques d'une France de « Dunkerque à Tamanrasset », mais aussi un électorat d'origine immigrée, sensible à l'évolution des sociétés arabes. De plus, la vision française incluait la Turquie dans cette « Union méditerranéenne », une manière d'évacuer le débat relatif à l'intégration de la Turquie au sein de l'Union européenne, un point d'achoppement pour Nicolas Sarkozy[22]. Face aux nombreuses critiques européennes, ce projet sera vite amendé pour renforcer la cohérence avec le processus de Barcelone en incluant l'ensemble des pays européens[23].

12 L'insistance française envers le thème « méditerranéen » provient donc de la conjonction de plusieurs facteurs : un facteur historique et culturel implicite (la désillusion de la décolonisation), ainsi que d'une série d'analyses géopolitiques qui cherchent à faire de la France un point central au sud de l'Europe.

13 Pour les autres pays européens, la politique « méditerranéenne » est une politique de projection et non d'inclusion[24]. C'est le cas tout d'abord pour l'Italie qui conçoit la zone méditerranéenne comme un rayon d'action et de projection vers le Sud, hors de la sphère européenne : la sphère de la véritable action de politique étrangère italienne, du Maroc jusqu'à l'Afghanistan et à la Corne d'Afrique. Il s'agit donc d'une vision d'action au Sud « dans la profondeur ». Cette projection apparaît comme essentiellement bilatérale, même si l'Italie n'a jamais complètement enterré l'approche multilatérale des socialistes, celle de Bettino Craxi et de Gianni De Michelis, qui faisait florès au début des années 1990, lorsque le ministère italien des Affaires étrangères se faisait le champion de l'initiative de CSCM[25]. On notera également que le multilatéralisme constitue un réflexe naturel pour une Italie qui a renoncé depuis la seconde guerre mondiale à une politique de « puissance »[26].

Les positions européennes à propos de la Méditerranée

14 Prenons d'abord le cas de l'Espagne : la politique euro-méditerranéenne constitue une opportunité pour valoriser les intérêts de l'Espagne dans le contexte européen et ce d'autant plus qu'elle correspond à la projection dans l'espace méditerranéen, l'une des directives de l'Espagne depuis les années 1990[27]. L'Espagne entend rester en pointe de ces initiatives pour conserver un poids relatif dans la politique extérieure de l'Union. Bien sûr, pour les Espagnols, la question des rapports avec le Maghreb en général et le Maroc en particulier ainsi que les dossiers de l'immigration restent des priorités. Ici encore et d'une manière parallèle à l'Italie, nous avons la situation d'un pays qui se perçoit sur une frontière externe et qui veut s'assurer de la maîtrise de ses intérêts dans le cadre d'une politique méditerranéenne. Cependant, à la différence de l'Italie, l'Espagne n'a pas une vision méditerranéenne au sens large, et ce d'autant plus qu'elle se projette vers d'autres zones, l'Amérique du Sud et du Nord, pour élaborer un rôle mondial.

15 Il faut ici relever un élément qui invalide la volonté d'une communauté de riverains méditerranéens : la position allemande. C'est l'Allemagne qui, en 2008, a exprimé son mécontentement vis-à-vis de la vision d'Union méditerranéenne voulue par Sarkozy et a imposé un compromis dans lequel ce projet est étendu à l'ensemble de l'Europe, « l'Union pour la Méditerranée », et qui doit s'inscrire dans les processus européens déjà existants (Barcelone et PEV)[28]. Vu du nord, la Méditerranée politique ne peut pas être une association de riverains, elle peut désigner une politique européenne en direction de la rive sud, ce qui renvoie aux conceptions de la plupart des États membres de l'Union.

16 Il faut également noter que la Commission européenne utilise aussi la référence méditerranéenne, et ce dans une acception différente : celle des pays européens riverains de la Méditerranée. Elle a créé un programme spécifique, le programme MED, « L'Europe en Méditerranée », de coopération transfrontalière financé dans le cadre de la politique régionale par le biais du FEDER (Fonds européen de développement régional)[29]. Ce programme affiche des buts classiques de renforcement des coopérations et de développement entre les régions transfrontalières au sud de l'Europe. Très certainement, il correspond à la volonté politique des États membres méridionaux de contrebalancer la dynamique d'intégration au nord et à l'est par des instruments, et donc des financements, qui puissent renforcer les dynamiques territoriales au sud[30]. L'entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal a contribué à développer ces politiques. Ici le qualificatif « med » est commode car il permet aux États membres du sud de revendiquer une spécificité qui peut parfois apparaître comme la collection d'une série d'effets d'aubaine. La justification de ces programmes passe également par un travail identitaire important, une revendication culturaliste caractérisée par la reprise des thèmes latins que nous avons déjà évoqués en début d'article[31]. Ces programmes contribuent toutefois à ce qu'une identité politique régionale méditerranéenne continue à vivre, ne serait-ce que par le financement d'initiatives dans ce cadre.

17 Ainsi, nous pouvons constater les oscillations autour des discours européens à propos de la Méditerranée. Les pays européens riverains utilisent le thème pour défendre leurs spécificités et l'accès à des programmes réservés dans le cadre de l'Union. Ils entendent

également se projeter vers un extérieur méditerranéen dont les contours varient suivant les pays. Enfin, les pays non-riverains ont également leur mot à dire en matière méditerranéenne, comme l'indique le cas allemand. La volonté de coopération nord-sud apparaît comme à la base de l'ensemble de ces discours de projection de la Méditerranée, alors que le concept d'une Méditerranée unificatrice a très souvent été invalidé par les conflits et les blocages, sud-sud en particulier. Le printemps arabe représente une dynamique intéressante à cet égard, car il appelle à une réflexion prospective sur le futur de la zone.

Le printemps arabe, révélateur des enjeux et des blocages autour du concept de Méditerranée

18 Le printemps arabe pourrait apparaître comme un moment charnière, révélateur des disparités, une dynamique qui « redessine la Méditerranée »[32]. Côté sud, différentes nations connaissent des processus de rébellion qui montrent combien l'ordre politique précédent, marqué par les formes d'autoritarisme, ne supportait pas les aspirations de modernisation[33]. Côté nord, les pays européens opèrent une révision de leur politique vis-à-vis du sud : ils essayent de se démarquer de leur précédente politique de soutien aux régimes en place pour appuyer les évolutions politiques, entre pragmatisme et support à la modernisation et aux aspirations populaires[34]. L'intervention occidentale en Libye représente l'un des symboles les plus éclatants de ce revirement.

19 Mais alors que les échos du printemps arabe s'amenuisent face à la difficile tâche de la transition au sud, il nous faut interroger les politiques du nord et leurs perceptions du sud. Le printemps arabe a permis de mettre en évidence la « chimère de la stabilité » des pays de la rive sud[35]. L'Europe s'est longtemps bercée d'illusions en considérant comme positive la stabilité de régimes qui étaient minés par différents types de problématiques économiques et sociales. Ainsi, le « printemps arabe » agirait comme révélateur d'une erreur de jugement. Or le résultat du printemps arabe n'est pas celui d'une homogénéisation. Bien au contraire. La phase actuelle est celle d'une évolution plutôt divergente des différents régimes, évolution qui bat en brèche les raisonnements faits vis-à-vis de la rive sud de la Méditerranée, ceux d'une communauté de pays (par exemple l'UMA) que l'on pourrait associer de façon globale au processus d'intégration européen[36]. Il y a ici une différence historique fondamentale par rapport à la transition post-soviétique qui s'est opérée à l'est de l'Europe. L'homogénéité des sociétés de l'Est était nettement supérieure, de même que les cadres de coopération.

Le « printemps arabe » est donc révélateur d'un aspect contradictoire

20 D'un côté, ces révoltes et révolutions ne sont pas sans rappeler le « printemps des peuples de 1848 », un moment important de l'affirmation des États-nations modernes en Europe. Ainsi, on pourrait tenter un parallélisme entre l'évolution démocratique de ces pays et celle de l'Europe du XIX^e^ siècle, même si le discours de démocratisation doit être examiné avec des pincettes[37]. Cette croissance politique des pays porterait donc des ferments de coopération majeure, si l'on retient l'hypothèse d'un progrès démocratique sur la rive sud[38].

21 De l'autre, les différents instruments des pays européens ont montré leurs limites. Certes, le déploiement de troupes au Liban, en Libye ou au Mali illustre une volonté de peser sur les scénarios politiques, mais également d'en payer un prix relatif. Mais les différentes politiques méditerranéennes se sont distinguées par leurs absences de contenu et les contradictions fortes dont elles étaient toujours victimes (par exemple la difficulté d'associer Israéliens et pays arabes). La politique européenne de voisinage apparaît comme un instrument intéressant, ne serait-ce que par son approche plus directe (UE/pays). Mais elle souffre depuis longtemps d'une tare originelle, celle d'utiliser les mécanismes de l'adhésion sans offrir la possibilité d'une adhésion. Cela crée une complexification qui la rend peu attractive, au-delà de la disponibilité des États du sud à se lancer dans un « plan d'action ». Des mesures plus simples, comme une libéralisation des échanges dans le secteur agricole, pourraient représenter une attraction beaucoup plus forte que les actuels plans d'action[39]. En outre, les partenariats en termes de mobilité sont tellement contraignants que les pays du sud soit considèrent le fardeau trop lourd, soit rejoignent un niveau de développement qui ne rend plus attractives ces mobilités partielles. Un autre élément critique est celui du caractère auto-référentiel de politiques européennes qui ne prennent pas en compte l'émergence d'acteurs régionaux et mondiaux comme la Turquie, certains pays du Golfe, les États-Unis ou la Chine. Et donc se posent des questions de régulation multilatérale qui dépassent largement le cadre des relations bilatérales EU/État du sud, mais pour lesquelles on a de la peine à imaginer un forum. C'est pour cette raison que nous assistons à la relance de la formule 5+5.

La Méditerranée est-elle un concept inutile ?

22 Nous avons montré que la Méditerranée est un concept largement instrumentalisé et qui correspond à des visions nationales et européennes différentes. Au sein de la rive sud, également, l'adhésion à la politique méditerranéenne de provenance européenne a été relativement timide, même si elle suscite des espoirs en matière économique[40]. Même si l'on prend en compte une Méditerranée-césure et que l'on déconstruit les différentes visions unitaires, cela ne signifie pas pour autant que l'on doive se débarrasser complètement du concept. Les relations nord/sud autour du bassin méditerranéen sont certainement porteuses d'enjeux, ceux d'un nord développé et de plus en plus intégré face à un sud marqué par les précarités. Il n'y a pas pour le moment de véritables concepts de rechange même si les concepts d'unités africaine, arabe ou maghrébine ont été avancés. Enfin, malgré les effets d'aubaine, la réflexion méditerranéenne ainsi que les différents programmes marquent une possibilité de communication et d'échange entre le nord et le sud, un facteur qui n'est pas négligeable en ces temps instables. Il faut bien sûr se méfier du concept de « Méditerranée », c'est-à-dire ne pas le considérer comme acquis et être bien conscient des différents aspects de construction identitaire et culturaliste qui sont véhiculés par cette expression. Mais une fois que l'on a écarté ces illusions, nous pouvons considérer que la Méditerranée représente un concept performatif utile, c'est-à-dire un lieu sociologique qui intervient sur une ligne de faille importante de la géopolitique mondiale et qui peut donc représenter un vocabulaire fondamental pour le dialogue. Mais le dialogue pour le dialogue, la « palabre méditerranéenne », n'a jamais mené à rien. Pour rendre ce concept plus vivant et concret, il faut qu'il ait comme corollaire une véritable offre de la part du nord vers le sud. L'offre économique et sociale apparaît

comme fondamentale au vu des besoins des sociétés du nord de l'Afrique. Mais l'offre politique ne peut être dissociée de cette tâche, et la seule offre politique valable que l'Europe peut mettre en place est celle de l'intégration. C'est un sujet qui, au vu du cas de la Turquie, reste largement tabou. Mais c'est probablement la seule vision sérieuse que l'on peut installer sur le long terme. L'Europe donc, comme fin ultime de la Méditerranée.

NOTES

1. On verra Jacques Bethemont, Géographie de la Méditerranée, du mythe unitaire à l'espace fragmenté, Paris, Armand Colin, 2008.

2. Fernand Braudel, La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II, Paris, Armand Colin, 1949, éd. 1985, 2 vol. On verra également Erato Paris, La genèse intellectuelle de l'œuvre de Fernand Braudel : La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II (1923-1947), Anjou (Québec), Fides, 2002.

3. http://ufmsecretariat.org/fr/the-economic-forum-of-the-western-mediterranean-dialogue-55/, page consultée le 3 novembre 2013.

4. Philippe Icard (dir.), La politique méditerranéenne de l'Union européenne, Bruxelles, Bruylant, 2012.

5. Roberto Aliboni, « La sécurité européenne à travers la Méditerranée », Cahiers de Chaillot, n° 2, mars 1991.

6. Michele Comelli, Atila Eralp et Çigdem Üstün (dir.), The European Neighbourhood Policy and the Southern Mediterranean, Ankara, Middle East Technical University Press, 2009.

7. Ibid.

8. Iván Martín, « Penser l'Euro-Méditerranée autrement », Confluences Méditerranée, n° 74, 2010, p. 169-182.

9. Charles de Saint-Cyr, Pourquoi l'Italie est notre alliée ?, Paris, Mignot, 1916. Pour le cas italien, voir Angelo Ventrone, La seduzione totalitaria. Guerra, modernità, violenza politica (1914-1918), Rome, Donzelli, 2003.

10. Gaetano Salvemini, éditorial publié dans L'Unità, 2 aout 1917, dans Carlo Pischedda (éd.), Gaetano Salvemini Opere III, vol. II, Dalla guerra mondiale alla dittatura (1916-1925), Milan, Feltrinelli, 1964, p. 94-97.

11. Charles de Gaulle, « Allocution radiodiffusée depuis Alger le 27 juillet 1943 », dans Charles de Gaulle, Discours et messages, t. 1, Paris, Plon, 1970, p. 290-291.

12. Jean Musitelli, « Le rénovateur des relations franco-italiennes », La lettre de l'Institut François Mitterrand, n° 10, 4 décembre 2004, http://www.Mitterrand.org/Le-renovateur-des-relations-franco.html?var_recherche=italie, page consultée le 12 octobre 2013.

13. Claire Gatinois, Philippe Ricard et Philippe Ridet, « La France isolée dans son combat contre les "austéritaires" de l'Europe », Le Monde, 5 avril 2014, p. 32.

14. Voir le numéro spécial « La France et la Méditerranée », Confluences Méditerranée, n° 63, 2007, en particulier l'article de Sébastien Abis, « La France et la Méditerranée », p. 9-12. On verra également Thierry Fabre et Robert Ilbert (dir.), Les représentations de la Méditerranée, Paris, Maisonneuve et Larose, 2000.

15. Veronica Martins, « Towards a Europeanisation of French Mediterranean Politics ? », L'Europe en formation, n° 368, 2013, p. 223-240.

16. Mario Zagari, « Una svolta per l'Europa », Avanti, 14-15 juin 1981, p. 11.

17. Lorenzo Mechi, L'Europa di Ugo La Malfa. La via italiana alla modernizzazione (1942-1979), Milan, Franco Angeli, 2003.

18. « Le monument qui fait de Nice la capitale de l'Algérie Française », Nice Matin, 1er juillet 2012, version en ligne disponible à l'adresse http://www.nicematin.com/derniere-minute/le-monument-qui-fait-de-nice-la-capitale-de-l'algerie-francaise-video.917869.html, page consultée le 20 septembre 2013.

19. On verra le numéro spécial « La France et l'Algérie : mémoire de la guerre et guerre des mémoires », Maghreb-Machrek, n° 197, 2008.

20. Voir « Le discours de Nicolas Sarkozy, 6 mai 2007 », Libération, document disponible sur le site Libération.fr, http://www.liberation.fr/politiques/2007/05/06/le-discours-de-nicolas-sarkozy_9889, page consultée le 10 septembre 2013.

21. Nicolas Sarkozy, « Discours de Toulon du 7 février 2007 », Le nouvel observateur, document disponible sur le site tempsreel.nouvelobs.com, http://tempsreel.nouvelobs.com/sources-brutes/20111202.OBS5859/le-texte-integral-du-discours-de-nicolas-sarkozy-a-toulon.html, page consultée le 10 septembre 2013.

22. Edmund Ratka, « La politique méditerranéenne de Nicolas Sarkozy : une vision française de la civilisation et du leadership », L'Europe en formation, n° 356, 2010, p. 33-51.

23. Ibid.

24. Jean-Pierre Darnis, « Le mythe de la Méditerranée dans le discours politique italien contemporain », Mélanges de l'École française de Rome, n° 110, 1998, p. 805-832.

25. Roberto Aliboni, « La sécurité européenne... », art. cit.

26. Fabio Liberti, « Les fondements de la politique étrangère italienne », Revue internationale et stratégique, n° 61, 2006, p. 121-128.

27. Günther Maihold, « Espagne : le retour vers l'Europe », Politique étrangère, n° 1, 2006, p. 159-170.

28. Jean-Pierre Goujon, « France-Allemagne : vers une nouvelle rivalité ? », Revue internationale et stratégique, n° 74, 2009, p. 74-85.

29. Voir http://www.programmemed.eu/, page consultée le 23 septembre 2013.

30. Paul Allès, « Une anthropologie du retard de l'Europe du Sud est-elle possible ? », Pôle Sud, vol. 5, 1996, p. 4-21.

31. Ibid.

32. Pierre Beckouche, « Quand le printemps arabe redessine la Méditerranée », Annales de géographie, n° 681, 2011, p. 554-571.

33. Bouchra Rahmouni Benhida et Younes Slaoui, Géopolitique de la Méditerranée, Paris, PUF, 2013. Voir également Bichara Khader, « "Printemps arabe" : entre autoritarisme et démocratie, Politique étrangère, n° 4, 2011, p. 825-838.

34. Luis Martines, « Le printemps arabe, une surprise pour l'Europe », Projet, n° 322, 2011, p. 5-12.

35. Silvia Colombo et Nathalie Tocci (dir.), The challenges of state sustainability in the Mediterranean, Rome, Edizioni Nuova Cultura, 2011.

36. Isabel Schäfer, « Les politiques euro-méditerranéennes à la lumière du printemps arabe », Mouvements, n° 66, 2011, p. 117-126.

37. Mathieu Touzeil-Divina, « Printemps et révolutions arabes : un renouveau pour la séparation des pouvoirs ? », Pouvoirs, n° 143, 2012, p. 29-45.

38. Pierre Beckouche, « Quand le printemps arabe... », art. cit.

39. Silvia Colombo et Nathalie Tocci (dir.), The challenges of state sustainability..., op. cit.

40. Aomar Baghzouz, « Du processus de Barcelone à l'Union pour la Méditerranée : une vision d'Algérie », Outre-Terre, nº 23, 2009, p. 139-151.

RÉSUMÉS

La Méditerranée est souvent invoquée comme un « tout », un ensemble qui unirait les rives nord et sud. Cette inclusion fait fi des différences profondes entre ces deux ensembles de pays. Les questions de rivalités entre les différentes nations ont depuis toujours fait peser d'énormes doutes à propos de la vision de collaboration dans le cadre du « partenariat euro-méditerranéen ». La mer est souvent décrite comme un élément liant, mais il ne faut pas oublier qu'elle opère une césure autrement efficace que les frontières terrestres. De plus les visions nationales diffèrent : dans le cas français, la volonté méditerranéenne s'exprime au travers de projets d'inclusion alors que dans le cas d'autres pays européens, comme l'Italie, la politique méditerranéenne rime avec projection vers la rive sud. Le printemps arabe a été un puissant révélateur de l'hétérogénéité des régimes de la rive sud et sanctionne l'impossibilité de les considérer comme un ensemble en transition. Il faut donc se méfier du concept de « Méditerranée », c'est-à-dire ne pas le considérer comme acquis et être bien conscient des différents aspects de construction identitaire et culturaliste qui sont véhiculés par cette expression. Mais une fois que l'on a écarté ces illusions, nous pouvons considérer que la Méditerranée représente un concept performatif utile. Dans ce contexte l'offre politique européenne représente un élément clef, en n'écartant pas *a priori* la possibilité de l'intégration.

The Mediterranean is often considered as a whole, a single concept that unites both the southern and northern shores without expressing the profound differences between the two areas and their countries. Rivalries among the different nations composing the whole, have always cast considerable doubts on the vision of collaboration inherent in the "Euro-Mediterranean partnership". The sea is often presented as a link between countries, yet it's also a strong element of division. National views diverge: France's Mediterranean policy is based on integration, whereas other European countries, like Italy, think in terms of projection toward the southern shore. The Arab Spring has underlined the heterogenous nature of the southern shore's regimes making it impossible to consider them as a whole in transition. We should therefore be more wary when using the expression "Mediterranean", avoiding taking it as a given and becoming more conscious of the different cultural and identity issues that go with the name. With such illusions out of the way, we can view the Mediterranean as a useful concept. In this context, what Europe has to offer politically becomes a key element without any a priori exclusion of the possibility of integration.

INDEX

Mots-clés : Méditerranée, printemps arabe, France, Italie, construction identitaire, intégration
Keywords : Mediterranean, Arab Spring, France, Italy, identity, integration

AUTEUR

JEAN-PIERRE DARNIS

Jean-Pierre Darnis est maître de conférences à l'Université Nice Sophia Antipolis. Membre du Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine, il est également *senior research fellow* et membre du comité exécutif de l'Istituto Affari Internazionali de Rome. Il a soutenu en 1996 à l'Université de Paris X Nanterre une thèse de doctorat portant sur l'européisme et le nationalisme italien depuis les premières campagnes électorales européennes. En 2012, il a présenté à l'Université Stendhal de Grenoble son habilitation à diriger des recherches. Ses travaux actuels portent sur l'évolution de l'Italie dans le contexte international. darnis@unice.fr